

Le 11 janvier 2002

**LES ENTREPRISES RAPPELLENT AUX GOUVERNEMENTS DE L'UE
QU'ILS DOIVENT TENIR LEURS PROMESSES ECONOMIQUES**

Les présidents de toutes les fédérations industrielles des quinze États membres de l'UE ont adressé, ce jeudi, une lettre ouverte à M. José María Aznar, Président du Conseil européen et chef du gouvernement espagnol, l'appelant et l'encourageant à dégager des résultats concrets dans le projet visant à faire de l'Europe la région économique la plus compétitive du monde. Cette promesse, faite il y a deux ans par les chefs de file de l'UE, n'est pas tenue aux yeux de l'UNICE, l'organisation coupole initiatrice de la lettre ouverte. Les chefs d'entreprises rappellent qu'il est urgent de prendre des mesures plus résolues pour libéraliser les marchés des services financiers, du gaz, de l'énergie, des transports et des télécommunications. "Nous sommes préoccupés", indique Philippe de Buck, Secrétaire général de l'UNICE, "de constater que 10 % des législations de l'UE destinées à ouvrir les marchés ne sont tout simplement pas appliqués au niveau national. Dans la conjoncture actuelle, nous avons besoin d'urgence de plus de libéralisation et de flexibilité pour exhorter à un esprit d'entreprise. Il est grand temps que les États membres tiennent les promesses qu'ils ont faites il y a deux ans."

La signature de tous les présidents des membres communautaires de l'UNICE – un fait sans précédent dans l'histoire de l'UNICE, qui compte près de 50 ans d'actions d'influence – démontre l'urgence que les chefs d'entreprises attachent à la libéralisation des marchés, à l'innovation et à l'esprit d'entreprise, aux infrastructures, aux services financiers, à des marchés du travail dynamiques et au développement durable, c'est-à-dire aux six points mis en lumière dans la lettre ouverte à M. Aznar. Cette lettre est, pour l'UNICE et ses membres, une première étape sur la voie du "sommet de printemps" qui, mi-mars, à Barcelone, évaluera les progrès réalisés depuis 2000 et la fixation d'un objectif très ambitieux à Lisbonne.

"Nous craignons", affirme Georges Jacobs, Président de l'UNICE, "qu'à défaut d'engagements concrets pris à Barcelone, dans quelques semaines, tout l'ensemble du processus ne soit pétrifié. Nous sommes déjà profondément déçus de voir un premier faux pas, un brevet communautaire n'ayant pas été adopté. Vraiment, nous attendons une plus grande volonté politique, qui aille au-delà des intérêts nationaux pour bénéficier à tous – parce que des entreprises qui peuvent prospérer, cela signifie que les États membres et les citoyens de l'Union y gagneront à leur tour, grâce à la création de davantage de richesses."

Note à l'éditeur

L'UNICE est le porte-parole officiel de plus de 16 millions de petites, moyennes et grandes entreprises en Europe, qui emploient plus de 106 millions de personnes. Présente sur la scène européenne depuis 1958, l'UNICE compte aujourd'hui 34 membres, fédérations nationales de l'industrie et des employeurs de 27 pays, dont la mission première est l'amélioration de la croissance et de la compétitivité en Europe.